

UE-AMÉRIQUE LATINE

Il faut prendre des mesures concrètes pour protéger les militants des droits humains

Index AI : AMR 01/004 /2004
ÉFAI

Embargo : Vendredi 28 mai 2004 (06h01 TU)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

« Les systèmes judiciaires des Amériques sont détournés de leur rôle et sont employés pour harceler les défenseurs des droits humains, ce qui les gêne pour remplir leur mission au service des droits humains », a déclaré Amnesty International alors que l'Union européenne (UE) et les États d'Amérique latine se réunissent à Mexico pour discuter des questions de cohésion sociale et d'intégration régionale.

« Il est paradoxal qu'au moment où les gouvernements se réunissent pour débattre de questions telles que la cohésion sociale et l'intégration régionale, les défenseurs des droits humains - partenaires incontournables pour parvenir à ces objectifs - n'aient pas leur place dans les discussions. »

En Colombie, l'un des pays les plus dangereux pour les défenseurs des droits humains, des informations judiciaires ont été ouvertes contre des membres de l'organisation « Justice et paix » sur des accusations de corruption et de rébellion. Cela semble faire parti d'une stratégie destinée à discréditer cette organisation, à détourner l'attention du travail légitime de défense des droits humains et à punir les militants qui ont cherché à faire que les militaires de haut rang impliqués dans des violations des droits humains aient à rendre compte de leurs actes.

Amnesty International demande aux autorités colombiennes de veiller à ce que les procédures ouvertes contre les membres de Justice et paix respectent les normes nationales et internationales relatives au droit des personnes inculpées à une défense et à un procès équitable.

Au Mexique, les dirigeants indigènes Isidro Baldenegro López et Hermenegildo Rivas Carrillo sont emprisonnés depuis plus d'un an sur la base de preuves fabriquées de toutes pièces à cause de leur campagne pour l'arrêt de l'exploitation du bois dans les forêts communales. Bien qu'il soit évident qu'il s'agit d'une machination, les autorités n'ont

pas abandonné les poursuites. Amnesty International demande leur libération immédiate et inconditionnelle.

« Isidro Baldenegro López, Hermenegildo Rivas Carrillo et les membres de Justice et paix sont le symbole de la vie quotidienne de centaines de défenseurs des droits humains », a souligné Amnesty International. « La situation est maintenant tellement grave que des efforts concertés au niveau régional et international sont nécessaires pour traiter les violations des droits humains. »

Les événements qui se déroulent dans le monde, telle la récente mise au grand jour des tortures et des homicides illégaux en Irak, montrent le rôle essentiel des militants des droits humains pour empêcher que les atteintes épouvantables à ces droits ne soient étouffées ou ne restent impunies.

« La défense des droits humains est une partie essentielle de la vie en société, les militants des droits humains doivent être libres de mener leur tâche sans peur de châtement ou de représailles », a encore déclaré Amnesty International.

L'UE s'est engagée à donner la priorité à la protection contre les menaces et les dangers auxquels sont confrontés les défenseurs des droits humains. Dans plusieurs résolutions de l'Organisation des États américains (OEA), les gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes ont aussi affirmé leur engagement à protéger les militants des droits humains.

« C'est l'occasion idéale pour les pays des deux continents d'unir leurs efforts pour mettre en pratique ces engagements et prendre en considération les dangers auxquels sont confrontés les défenseurs des droits humains dans tous les secteurs de la société. »

Selon Amnesty International, « la tâche des défenseurs des droits humains et la réussite des objectifs du sommet sont intrinsèquement liées ». « Le moment est venu pour les gouvernements de le reconnaître et de prendre des mesures concrètes pour protéger les militants des droits humains. »

Contexte

Selon la Déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'homme, ce terme désigne tous les individus, groupes et organes de la société qui œuvrent à la promotion et à la protection des droits humains et des libertés fondamentales universellement reconnus. Autrement dit, ce sont tous les hommes et les femmes qui

agissent, individuellement ou en association avec d'autres, en vue de contribuer à l'élimination effective de toutes les atteintes aux libertés et aux droits fondamentaux des peuples et des individus.

Leur tâche comprend, mais pas exclusivement :

- la quête de vérité et de justice ;
- le renforcement de l'état de droit, de la démocratie et de l'obligation de répondre de ses actes ;
- la lutte pour l'égalité entre les personnes sans distinction fondée sur le sexe, la race ou l'orientation sexuelle ;
- la protection des droits économiques, sociaux et culturels et des droits des populations autochtones ;
- la lutte contre la dégradation de l'environnement, la faim, la maladie et la pauvreté ; la lutte pour un niveau de vie équitable, pour l'enseignement et les soins médicaux ;
- les efforts pour mettre fin à la guerre et à la prolifération des armes et pour porter secours dans les meilleurs délais aux victimes de conflits ou de catastrophes naturelles.

Les défenseurs des droits humains travaillent dans différents secteurs de la société et leur tâche est inspirée et guidée par les engagements internationaux universellement reconnus en matière de droits humains.

Pour plus d'informations sur la situation des défenseurs des droits humains dans les Amériques, on peut consulter le document intitulé [Amériques. Les défenseurs des droits humains dans les Amériques : «des acteurs essentiels de notre époque»](#) (index AI : AMR 01/009/2003)